

**Forum Génération Égalité – la France s’engage  
pour les droits des femmes et des filles et l’égalité de genre  
(Paris, 2 juillet 2021)**

La France a accueilli du 30 juin au 2 juillet à Paris le Forum Génération Égalité, co-organisé avec le Mexique sous l’égide d’ONU Femmes, en partenariat avec la société civile et la jeunesse. Un quart de siècle après la dernière Conférence mondiale de l’ONU sur les femmes, qui s’est déroulée à Pékin en 1995, le Forum Génération Égalité a été l’opportunité de mettre en œuvre le multilatéralisme par les actes prôné par le Président de la République ainsi que sa diplomatie féministe, adoptée depuis plus de trois ans. Ce multilatéralisme efficace s’est traduit par des annonces concrètes et par la création de partenariats multi-acteurs engagés dans la durée. **Plus de 40 milliards de dollars de financements inédits ont été débloqués et 1000 engagements annoncés pour soutenir un plan mondial d’accélération pour l’égalité entre les femmes et les hommes**, traçant une voie pour obtenir des résultats concrets et ambitieux pour les femmes et les filles d’ici 2026 et offrant une réponse aux conséquences de la crise de la Covid-19. En plus de son rôle de mobilisation internationale des États, des organisations internationales, du secteur privé et de la société civile, pleinement intégrée à la gouvernance du Forum, **la France a pris une série d’engagements internationaux sur des enjeux prioritaires.**

**1/ Engagements pour garantir les droits et la santé sexuels et reproductifs des femmes et la liberté de disposer de son corps**

**La France s’est engagée à consacrer 100 millions d’euros supplémentaires sur 5 ans aux droits et à la santé sexuels et reproductifs**, à travers une contribution de 90 millions d’euros au programme des Nations unies (FNUAP) pour l’achat et la distribution de produits contraceptifs et de produits de santé sexuelle et reproductive (Programme « *UNFPA Supplies* ») ; un soutien de 5 millions d’euros à un programme innovant pour favoriser un accès équitable aux produits de santé sexuelle et reproductive (*Shaping Equitable Market Access for Reproductive Health – SEMA*), hébergé par l’AMREF, Association pour la médecine et la recherche en Afrique ; une contribution de 5 millions d’euros à l’Organisation pour le Dialogue en faveur de l’Avortement Sécurisé (ODAS) en Afrique de l’Ouest et du Centre, porté par l’ONG Ipas ; et un soutien au Forum de partenariat mondial pour l’éducation complète à la sexualité lancé conjointement par le FNUAP et l’UNESCO. A travers son action bilatérale, mise en œuvre par l’Agence française de développement et complémentaire des engagements multilatéraux, la France consacrera 250 millions d’euros aux droits et à la santé sexuels et reproductifs sur 5 ans.

De plus, la France a décidé de prendre **un nouvel engagement de 50 millions d’euros pour le Fonds Français Muskoka jusqu’en 2026**, afin de faire reculer la mortalité maternelle et infantile en Afrique de l’Ouest.

**2/ Engagements pour assurer l’éducation des filles**

La France renforce son soutien au Partenariat mondial pour l’éducation (PME) pour promouvoir l’égalité entre les filles et les garçons à l’école. Dans le cadre de la reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l’Education pour la période 2021-2026, la France consacrera **333 millions d’euros au Partenariat, dont la moitié sera orientée spécifiquement vers des actions en faveur de l’égalité des filles et l’égalité dans l’éducation.**

**3/ Engagement pour la défense et soutien aux femmes défenseuses des droits**

**Le Forum a été l’occasion pour le Président de la République de réaffirmer le soutien de la France aux femmes défenseuses des droits**, alors que les attaques contre les journalistes, universitaires,

militantes ou avocates, qui consacrent leur vie à se battre pour les libertés et les droits fondamentaux, continuent dans de nombreux pays à se produire. Le Président de la République a **annoncé le lancement d'une initiative « Défenseurs de la Liberté »**, qui appuiera les défenseurs des droits et les organisations qui les soutiennent partout dans le monde, et offrira un dispositif d'accueil en France à des femmes et des hommes particulièrement menacés. La première cohorte de ce programme sera exclusivement réservée à des femmes défenseuses des droits.

Le Forum a été également l'occasion pour la France de placer l'égalité de genre au cœur de tous les aspects de sa diplomatie :

- En lançant un « **Appel de Paris pour la Génération Égalité dans le Sport** », avec ONU Femmes et le **Comité Olympique International**, pour améliorer l'égalité dans le sport, qui a permis d'enregistrer de nouveaux engagements, y compris au niveau national ;
- En étant à l'initiative du lancement du processus pour aboutir à la **première norme internationale ISO pour l'égalité entre les femmes et les hommes**, qui permettra d'harmoniser et de renforcer les bonnes pratiques sur cet enjeu ;
- En créant une **Charte pour lutter contre les stéréotypes de genre dans les industries culturelles et créatives** qui a permis de rassembler 76 signataires dans 23 pays, s'engageant à faire évoluer leurs pratiques ;
- En lançant son **troisième plan d'action national sur l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité »** et en rejoignant le Compact « Femmes, Paix et Sécurité et Action Humanitaire » ;
- En annonçant le lancement du processus parlementaire de **ratification de la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail**
- En s'associant avec l'OMS et l'ONG « **Women in Global Health** » pour porter une campagne sur l'amélioration de la place des femmes dans le secteur de la santé, articulée autour d'actions concrètes pour faire face aux constats de la crise sur les inégalités d'accès aux postes à décisions ou de rémunération ;
- En mobilisant, avec l'Agence Française de Développement, les Banques publiques de développement pour le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment à travers le lancement du « **2x Challenge Collaborative** », un nouveau mécanisme de comptabilisation et de suivi des financements pour les entreprises à l'international participant à la réduction des inégalités.

Pour la France, le Forum Génération Égalité a été une opportunité de **construire durablement une relation forte avec la société civile féministe française et internationale qui porte ce combat sur le terrain et au quotidien face aux conservatismes**. Son format hybride a permis à plus de 500 intervenants de la société civile de prendre la parole au sein des cent événements organisés sur la plateforme en ligne et près de 50 000 participants de contribuer aux échanges. Grâce à des partenariats avec des institutions culturelles telles que la Bibliothèque Nationale de France, l'Institut du Monde Arabe, le Centre Pompidou, l'Institut national de l'audiovisuel et le Musée national de l'Histoire de l'immigration, Paris a été la capitale mondiale de la génération égalité.